

au Canada, durant ces cinq ans, achats destinés à aider gratuitement d'autres pays à se relever des effets de la guerre, équivalaient à 32 18/100 p. 100 de toutes les exportations de nos produits. Nous pouvons donc dire qu'environ le tiers de tout le commerce d'exportation du Canada a été financé, du 3 avril 1948 au 30 mars 1953, grâce aux devises des États-Unis qu'ont fournies les contribuables de ce pays en vue d'aider les pays d'Europe et d'Asie à se remettre sur pied.

Sur la somme totale de \$1,539,063,000 qui a servi, en vertu du plan Marshall et du programme d'aide au titre de la sécurité mutuelle, à effectuer des achats au Canada, le montant de \$604,540,000 représentait des achats de denrées agricoles. Il est facile de comprendre pourquoi nous avons vendu nos produits agricoles durant cette période. Ce n'est pas parce que nous avons couru après les débouchés ni parce que nous avons déployé des efforts pour conserver nos marchés traditionnels.

Je suis sûr que ces chiffres sont exacts, car je les ai vérifiés soigneusement dans une publication du Bureau fédéral de la statistique, intitulée: "Commerce du Canada—Exportations canadiennes", ainsi que dans les rapports de l'organisme de sécurité mutuelle sur les données relatives aux expéditions acquittées, en date du 30 avril 1953. J'ai ces documents en ma possession et, je le répète, j'ai vérifié les chiffres avec soin. Les Canadiens s'intéresseront vivement à ces données, j'en suis sûr, surtout si on songe que le Gouvernement prétend attribuer à son programme le volume de commerce que le Canada obtient depuis la fin de la guerre. Les faits ne corroborent pas cette assertion.

Cependant, le gouvernement des États-Unis a commencé, il y a plus d'un an, à réduire l'aide au titre de la sécurité mutuelle et l'aide en vertu du plan Marshall. En conséquence, les achats de produits agricoles effectués au Canada en dollars américains ont diminué de façon sensible. Tel a été un des éléments qui ont contribué à l'accumulation de gros excédents de denrées alimentaires dans notre pays et à la baisse des prix des produits agricoles, baisse qui a durement frappé les cultivateurs.

Le Gouvernement canadien a sûrement dû comprendre que le plan Marshall n'était pas destiné à durer éternellement et que durant les années où nous pourrions ainsi bénéficier de la générosité américaine il nous faudrait augmenter nos échanges commerciaux avec les divers pays d'Europe et d'Asie afin que, lorsque l'aide du plan Marshall prendrait fin, nos agriculteurs et nos autres producteurs de denrées de base puissent conserver un marché stable et lucratif pour leurs produits.

Nous ne comprenons que trop bien l'importance qu'a le commerce pour le Canada. Nous avons toujours préconisé (et quand je dis "nous", je parle du groupe que j'ai l'honneur de diriger), le maximum d'échanges commerciaux mutuellement satisfaisants avec tous les autres pays du monde. Nous n'avons pas donné notre appui aux programmes commerciaux et financiers du Gouvernement qui ont imposé d'étroites limites à notre commerce. Nous les avons combattues, au contraire, et nous les avons combattues dans les meilleures intentions. Nous sommes absolument certains que si, dans les années qui ont suivi la guerre, le Canada avait indiqué à la Grande-Bretagne et aux pays d'Europe que nous étions disposés à accepter des livres sterling en paiement de leurs balances commerciales envers nous, une grande, sinon la plus grande part des excédents alimentaires qui sont actuellement pour nous une si grande source de difficultés à travers le pays, serait maintenant entreposée dans des endroits amplement suffisants que l'on pourrait trouver dans nombre de pays du monde qui désirent nos produits alimentaires ou qui en ont besoin. J'aimerais mieux voir beaucoup de ces céréales entreposées plutôt que de les voir répandues sur le sol exposées à toutes les intempéries de notre climat.

Nous serons heureux d'appuyer tout effort que le Gouvernement tentera en vue de supprimer les entraves et restrictions au commerce. En vérité, nous invitons instamment le Gouvernement à faire de son mieux pour rendre les échanges commerciaux avec les autres parties du monde aussi libres que possible, tout en maintenant des défenses économiques suffisantes à assurer la prospérité future de l'économie canadienne. Surtout, étant donné la gêne qui s'est répandue chez nos cultivateurs nous prions instamment le Gouvernement de faire tout ce qu'il peut pour la reprise des envois de céréales afin que nos cultivateurs puissent livrer leurs produits et en recevoir le paiement.

Lorsque nous parlons de commerce et de vente de la production canadienne dans d'autres pays, on nous affirme souvent que si nous n'avons pas un seul contrat de denrées alimentaires avec la Grande-Bretagne c'est entre autres raisons parce que nos prix sont trop élevés. De divers côtés nous entendons dire que les Canadiens se sont eux-mêmes évincés de nombreux marchés par leurs prix trop élevés. Quoi qu'il en soit, c'est un fait que dans notre pays nous nous heurtons à de nombreux inconvénients d'ordre naturel dus au climat, à notre situation géographique et aux transports. Cela devrait suffire sans qu'on y ajoutât des inconvénients créés par le gouvernement. Les membres de notre